

# (info-express)

Bulletin d'information du Conseil interprofessionnel du Québec

TRANSPARENCE • COMMISSAIRE AUX PLAINTES • RÔLE DES DIRIGEANTS DES ORDRES PROFESSIONNELS • LA FORMATION CONTINUE



Conseil  
interprofessionnel  
du Québec

## MOT DU PRÉSIDENT

# TRANSPARENCE

L'un des phénomènes marquants de nos sociétés est la demande des citoyens en faveur d'une transparence accrue de nos institutions publiques, incluant les ordres professionnels.

Cette demande est légitime. Mais y donner suite requiert souvent la prise en considération de situations complexes. Ainsi, s'agissant des ordres professionnels, ceux-ci doivent rendre compte de leurs activités au gouvernement et à l'Assemblée nationale. Par ailleurs, leur mandat de protection du public exige des mécanismes de collecte d'informations personnelles à l'égard desquelles la loi leur impose un devoir de confidentialité.

Dans ce contexte, l'enjeu consiste à atteindre un équilibre raisonnable entre la transparence et le respect de la confidentialité. Depuis 2007, les ordres disposent d'un encadrement adéquat, puisqu'ils sont soumis à un régime d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels voté par l'Assemblée nationale.

Récemment, deux projets de loi ont soulevé le même enjeu. Le premier est le projet de loi n° 53 créant un poste de commissaire aux plaintes en matière de reconnaissance des compétences professionnelles, dont nous traitons dans les pages qui suivent. Le second est le projet de loi n° 63 sur les sociétés par actions.

Le projet de loi n° 53, adopté le 1<sup>er</sup> décembre dernier, a généralement reçu un accueil favorable du CIQ. Il vise notamment une plus grande transparence du processus de reconnaissance des compétences professionnelles à l'égard des personnes issues de l'immigration. Le poste de commissaire aux plaintes permettra d'apporter l'éclairage approprié à l'égard de situations fréquemment rapportées par les médias, sans toutefois compromettre un ordre eu égard aux obligations que lui impose la loi en matière de confidentialité de certains renseignements. Cette transparence accrue continuera d'accroître la confiance du public à l'endroit des ordres professionnels. Ce sera un gain pour tous.

Quant à lui, le projet de loi n° 63, également adopté le 1<sup>er</sup> décembre dernier, a comme toile de fond les récents scandales financiers. Le projet vise ainsi à rehausser la protection des « petits » actionnaires en prévoyant un recours visant à contrer les abus ou les injustices d'une société à leur égard.

Le CIQ est favorable aux objectifs du projet de loi. Il a toutefois exprimé aux autorités gouvernementales et aux parlementaires sa préoccupation à l'égard de certaines dispositions autorisant la levée du secret professionnel des professionnels comptables. Nous avons ainsi proposé des modifications, dont plusieurs ont été retenues par le législateur.

À notre avis, ces modifications permettront de parvenir à un équilibre adéquat entre, d'une part, le droit fondamental d'un client au secret professionnel et, d'autre part, le droit des actionnaires de disposer de la protection voulue contre les abus.

Voilà donc deux épisodes récents qui témoignent de l'actualité de l'enjeu de transparence. Ils illustrent également la capacité du système professionnel à s'adapter aux nouvelles attentes des citoyens, dans le respect de sa fonction principale de protection du public.



### info-express

Bulletin d'information du Conseil interprofessionnel du Québec  
Le Conseil interprofessionnel du Québec est le regroupement des 45 ordres professionnels québécois.  
Le Code des professions lui octroie un mandat d'organisme-conseil auprès de l'autorité publique.

RÉDACTION : Jean-François Thuot, Dominique Demers et Julie de Gongre • CONCEPTION ET RÉALISATION

GRAPHIQUES : Galina de Repentigny • PHOTO DE LA COUVERTURE : Sophie d'Ayron • IMPRESSION : J. B. Deschamps •

Tous les articles publiés dans ce bulletin peuvent être reproduits à la condition d'en indiquer la source. •

Dépôt : ISSN-1201-852X Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Bibliothèque et Archives Canada



L'info-express est imprimé avec des encres végétales sans composés organiques volatils sur du papier Chorus Art, fabriqué à 50 % de fibres recyclées, dont 25 % de fibres postconsommation.



## ACCUEIL FAVORABLE AU PROJET DE LOI N° 53

Le CIQ accueille favorablement la création d'un poste de commissaire aux plaintes en matière de reconnaissance des compétences professionnelles, annoncée par le projet de loi n° 53 parrainé par la ministre responsable de l'application des lois professionnelles, Kathleen Weil.

Le CIQ a exprimé sa position lors de consultations tenues le 18 novembre dernier par la Commission des institutions de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi a été adopté le 1<sup>er</sup> décembre par les parlementaires.

Le commissaire aux plaintes sera chargé d'examiner toute plainte concernant les mécanismes de reconnaissance des compétences professionnelles d'un ordre et de vérifier ces mécanismes. On vise ici les personnes formées à l'étranger et qui souhaitent exercer une profession réglementée au Québec.

**Gain de transparence.** « La création d'un poste de commissaire aux plaintes permettra d'apporter l'éclairage approprié à l'égard de certaines situations sans toutefois compromettre un ordre eu égard aux obligations que lui impose la loi », a indiqué Richard Gagnon, président du Conseil. Le CIQ est convaincu que les ordres s'acquittent adéquatement de leur mandat d'évaluer la compétence professionnelle des candidats issus de l'immigration et formés à l'extérieur du Québec.

« Cette transparence accrue du processus de reconnaissance des compétences professionnelles accroîtra toutefois la confiance du public à l'endroit des ordres professionnels. Ce sera un gain pour tous », ajoute M. Gagnon.

**Rattachement à l'Office des professions.** Le Conseil interprofessionnel juge essentiel que le commissaire aux plaintes soit désigné par l'Office des professions et rattaché à celui-ci. L'Office est l'instance gouvernementale spécifiquement responsable de la surveillance des ordres professionnels et possède tous les pouvoirs appropriés à cette fin.

Une disposition du projet de loi garantit également la pleine indépendance du commissaire dans l'exercice de ses fonctions.

**Les pouvoirs de l'Office.** Toutefois, le CIQ s'est opposé à l'élargissement des pouvoirs de l'Office initialement envisagé par le projet de loi.

En cette matière, le législateur a consenti à retirer cette disposition à la faveur du CIQ.

**Établissements d'enseignement.** Le CIQ appuie par ailleurs la disposition du projet de loi visant à favoriser la collaboration des établissements d'enseignement en vue de relever le défi de la formation d'appoint des candidats formés à l'étranger.

Le projet de loi confie une responsabilité particulière à l'Office en concertation avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

« Cette collaboration est une condition à la pleine intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes », a souligné M. Gagnon. En effet, la moitié au moins des candidats à la reconnaissance des compétences professionnelles ont besoin d'une telle formation pour exercer leur profession.

À ce chapitre, M. Gagnon a salué l'accord de principe entre le CIQ et la CREPUQ en matière de formation d'appoint, en voie d'être finalisé (voir article de la page 7).



ASSEMBLÉE NATIONALE

PROJET DE LOI

Projet de loi n° 53

Loi instituant le poste de commissaire aux plaintes concernant les mécanismes de reconnaissance des compétences professionnelles

Présentation

Présenté par  
Kathleen Weil, ministre  
responsable de l'application  
des lois professionnelles

Éditeur officiel du Québec



# ACCUEIL FAVORABLE AU PROJET DE LOI N° 53

Le CIQ accueille favorablement la création d'un poste de commissaire aux plaintes en matière de reconnaissance des compétences professionnelles, annoncée par le projet de loi n° 53 parrainé par la ministre responsable de l'application des lois professionnelles,

Kathleen Weil.

Le CIQ a exprimé sa position lors de consultations tenues le 18 novembre dernier par la Commission des institutions de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi a été adopté le 1<sup>er</sup> décembre par les parlementaires.

Le commissaire aux plaintes sera chargé d'examiner toute plainte concernant les mécanismes de reconnaissance des compétences professionnelles d'un ordre et de vérifier ces mécanismes. On vise ici les personnes formées à l'étranger et qui souhaitent exercer une profession réglementée au Québec.

**Gain de transparence.** « La création d'un poste de commissaire aux plaintes permettra d'apporter l'éclairage approprié à l'égard de certaines situations sans toutefois compromettre un ordre eu égard aux obligations que lui impose la loi », a indiqué Richard Gagnon, président du Conseil. Le CIQ est convaincu que les ordres s'acquittent adéquatement de leur mandat d'évaluer la compétence professionnelle des candidats issus de l'immigration et formés à l'extérieur du Québec.

« Cette transparence accrue du processus de reconnaissance des compétences professionnelles accroîtra toutefois la confiance du public à l'endroit des ordres professionnels. Ce sera un gain pour tous », ajoute M. Gagnon.

**Rattachement à l'Office des professions.** Le Conseil interprofessionnel juge essentiel que le commissaire aux plaintes soit désigné par l'Office des professions et rattaché à celui-ci. L'Office est l'instance gouvernementale spécifiquement responsable de la surveillance des ordres professionnels et possède tous les pouvoirs appropriés à cette fin.

Une disposition du projet de loi garantit également la pleine indépendance du commissaire dans l'exercice de ses fonctions.

**Les pouvoirs de l'Office.** Toutefois, le CIQ s'est opposé à l'élargissement des pouvoirs de l'Office initialement envisagé par le projet de loi.

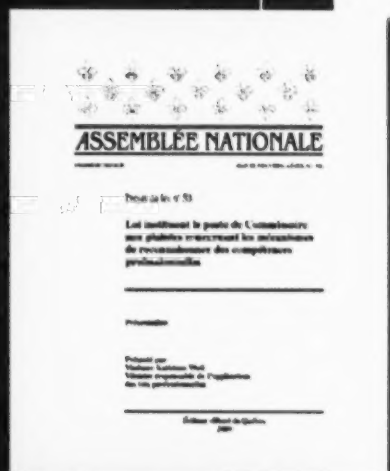
En cette matière, le législateur a consenti à retirer cette disposition à la faveur du CIQ.

**Établissements d'enseignement.** Le CIQ appuie par ailleurs la disposition du projet de loi visant à favoriser la collaboration des établissements d'enseignement en vue de relever le défi de la formation d'appoint des candidats formés à l'étranger.

Le projet de loi confie une responsabilité particulière à l'Office en concertation avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

« Cette collaboration est une condition à la pleine intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes », a souligné M. Gagnon. En effet, la moitié au moins des candidats à la reconnaissance des compétences professionnelles ont besoin d'une telle formation pour exercer leur profession.

À ce chapitre, M. Gagnon a salué l'accord de principe entre le CIQ et la CREPUQ en matière de formation d'appoint, en voie d'être finalisé (voir article de la page 7). ■



# PREMIÈRE SEMAINE DES PROFESSIONNELS

GLOBALISATION ET PROTECTION DU PUBLIC

## JACQUES ATTALI EN FAVEUR DE NORMES PROFESSIONNELLES PLANÉTAIRES



JACQUES ATTALI, ÉCONOMISTE, ÉCRIVAIN ET PRÉSIDENT DE PlaNet Finance lors de la conférence du 13 octobre 2009.

Jacques Attali, économiste, écrivain et président de PlaNet Finance, était l'invité du Conseil interprofessionnel du Québec dans le cadre de la Semaine des professionnels. Sa conférence prononcée le 13 octobre, *Globalisation et protection du public*, soulignait le premier anniversaire de l'Entente France-Québec en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles.

L'auteur d'*Une brève histoire de l'avenir* a dressé l'état de situation de la globalisation. Constat inquiétant : la globalisation des marchés n'est pas encore suivie de sa contrepartie indispensable, la globalisation de la démocratie et, avec elle, l'encadrement des pratiques professionnelles requis en vue de la protection du public.

En outre, des pratiques professionnelles échappent de plus en plus à la réglementation traditionnelle des États. On doit s'attendre à une montée de telles pratiques, estime le conférencier, d'autant que les consommateurs, à l'ère d'Internet, ont pris le goût de transcender les frontières. Quant aux professionnels, ils sont eux-mêmes de plus en plus nomades. Jacques Attali mentionne l'exemple éloquent de la télémédecine.

Dans ce contexte, la « planétarisation » des normes professionnelles est à l'ordre du jour. À l'instar des produits du commerce mondial, il faut s'assurer de la sécurité et de la « traçabilité » des services et de ceux qui les dispensent.

Jacques Attali précise que la conclusion d'ententes sur la mobilité de la main-d'œuvre, comme celle intervenue l'an dernier entre la France et le Québec, marque une étape positive sur le chemin de l'établissement de normes professionnelles à l'échelle mondiale.

Plus largement, la planétarisation des normes professionnelles, estime-t-il, peut également jouer un rôle significatif dans la « construction d'un État de droit mondial qui manque cruellement au monde ». Après tout, conclut-il, « c'est aussi le regroupement des corporations qui a donné naissance à l'État moderne au Moyen Âge ».

La conférence de Jacques Attali peut être visionnée et téléchargée sur le site du CIQ à l'adresse [www.professions-quebec.org](http://www.professions-quebec.org), rubrique *Documents*.

**Commanditaires.** Soulignons la généreuse contribution de nos partenaires dans la tenue de cet événement : le gouvernement du Québec avec la participation de l'Office des professions du Québec, du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et du ministère des Relations internationales, le cabinet d'avocats Lavery, de Billy, La Personnelle, assurances générales, l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec, le journal *Les Affaires* et le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal. ■

**SALON NATIONAL DE L'ÉDUCATION**

**POUR LA PREMIÈRE FOIS, UNE AVENUE DES PROFESSIONS !**

La 14<sup>e</sup> édition du Salon national de l'éducation présenté à la Place Bonaventure, du 14 au 16 octobre dernier, a rassemblé 16 ordres professionnels sous une Avenue des professions.

L'Avenue des professions permettait ainsi de présenter aux quelque 25 000 visiteurs du Salon — principalement des jeunes d'âge scolaire — les professions réglementées en tant que choix de carrière.

A photograph showing a booth for the 'Avenue des Professions' at the National Education Salon. The booth is dark with white text and features several people, including children, looking at displays. The background is dark and out of focus.

CONFÉRENCE-DÉBAT SUR LES PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES

## LE PUBLIC SE PRONONCE !

Les ordres professionnels défendent-ils l'intérêt du public ou celui de leurs membres? Cette question a permis de rassembler plus d'une centaine de personnes le 14 octobre dernier, dans le cadre d'une conférence-débat publique organisée par l'Institut du Nouveau Monde (INM), en collaboration avec le Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ). L'événement faisait partie de la Semaine des professionnels.

En conférence d'ouverture, l'honorable René Dussault, avocat, premier président de l'Office des professions, a rappelé le contexte ayant marqué la mise sur pied du système professionnel québécois, il y a trente-cinq ans.

Le public a été invité par la suite à échanger lors de conversations de café sur sa perception du système professionnel et sur



CONFÉRENCE-DÉBAT DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE, LE 14 OCTOBRE 2009 : FRANÇOISE GUÉNETTE, ANIMATRICE DE LA SOIRÉE ET JOURNALISTE INDÉPENDANTE, ROSE-MARIE CHAREST, PRÉSIDENTE DE L'ORDRE DES PSYCHOLOGUES DU QUÉBEC, ALAIN DUBUC, CHRONIQUEUR À LA PRESSE ET AU SOLEIL, D<sup>r</sup> YVES LAMONTAGNE, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC, ET THOMAS MULCAIR, DÉPUTÉ FÉDÉRAL D'OUTREMONT.

la pertinence en 2009 des ordres professionnels. Un panel sur le thème *Comment mieux protéger le public?* a réuni les personnes suivantes :

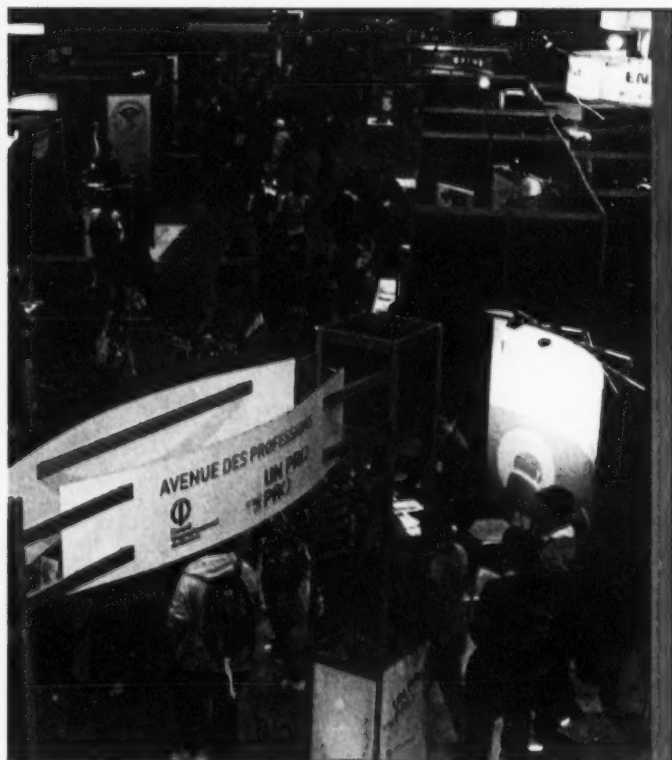
- M<sup>me</sup> Rose-Marie Charest, présidente de l'Ordre des psychologues du Québec
- D<sup>r</sup> Yves Lamontagne, président-directeur général, Collège des médecins du Québec
- M. Alain Dubuc, chroniqueur à *La Presse* et au *Soleil*
- M<sup>e</sup> Thomas Mulcair, député fédéral d'Outremont

D'emblée, tant les panélistes que les participants ont souligné que la confiance du public envers les ordres professionnels a été éprouvée ces dernières années. Des enjeux ont également été définis, tels l'accès des personnes immigrantes aux professions réglementées, la reconnaissance des compétences, les conflits médiatisés entre des ordres et les pénuries de main-d'œuvre.

Précisant que les ordres professionnels sont toujours pertinents en 2009, les panélistes ont insisté sur la nécessaire communication qui doit exister entre les ordres et la population. Les citoyens doivent être mieux informés sur le rôle, le fonctionnement et les actions des ordres professionnels afin de favoriser la reconnaissance des compétences des travailleurs issus de l'immigration.

Des ajustements au système professionnel québécois sont également nécessaires en raison des pressions exercées sur celui-ci par la mondialisation.

Une période d'échange entre les participants et les panélistes a clôturé l'événement animé par Françoise Guénette, journaliste indépendante bien connue. ■





## « MIEUX DÉCIDER POUR MIEUX PROTÉGER LE PUBLIC »

Dans le cadre d'un rendez-vous devenu incontournable pour les acteurs du système professionnel, les administrateurs, les cadres et les mandataires des ordres professionnels se sont réunis du 9 au 11 septembre 2009 à Saint-Sauveur pour réfléchir ensemble aux moyens d'améliorer le fonctionnement des ordres. Le colloque a également été l'occasion de souligner le 35<sup>e</sup> anniversaire du *Code des professions*.

L'édition 2009 du colloque fut tenue à guichet fermé! Plus de 350 personnes ont participé à 12 ateliers qui leur ont permis d'échanger sur des problématiques communes et des pistes de solution. Parmi les éléments au programme : les conflits d'intérêts, la mise en œuvre de l'Entente France-Québec sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, les relations avec les médias, l'éthique et la déontologie, pour ne mentionner que ceux-là.

La conférence d'ouverture a été prononcée par madame Isabelle Hudon, présidente de Marketel, qui a exposé son point de vue sur le leadership et la gouvernance.

En activité de clôture, la troupe du Théâtre à la carte résumait dans une pièce sur mesure, en de nombreux clins d'œil, les ateliers du programme.

**35<sup>e</sup> anniversaire du *Code des professions*.** Un programme tout spécial attendait les participants pour souligner le 35<sup>e</sup> anniversaire du *Code des professions*. Des salutations bien senties de la ministre responsable de l'application des lois professionnelles, Kathleen Weil, ont marqué le début des célébrations, suivies des allocutions de la vice-présidente de l'Office des professions, Christiane Gagnon, et du président du CIQ, Richard Gagnon. Finalement, monsieur Guy Nantel, humoriste, a clos la



ISABELLE HUDON, PRÉSIDENTE DE MARKETEL, CONFÉRENCIÈRE D'OUVERTURE



GUY NANTEL, HUMORISTE, A LIVRÉ UN MONOLOGUE DIVERTISSANT LORS DE LA SOIRÉE DU 35<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DU CODE DES PROFESSIONS

soirée avec un monologue convaincant, séduisant et rafraîchissant sur nos travers de société.

**Collaborations.** Organisé sous les auspices du Conseil interprofessionnel du Québec, l'événement a été réalisé avec la collaboration spéciale du Collège des médecins du Québec. La Personnelle, assurances générales a également soutenu l'événement, ainsi que le Collège des administrateurs de sociétés, Techni-logique, Ergonet et le Groupe TAC. ■



COQUETTEL DE LA SOIRÉE DU 35<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DU CODE DES PROFESSIONS. BONNE HUMOUR ET DÉTENTE ÉTAIENT AU RENDEZ-VOUS.

## FORMATION D'APPOINT

# ACCORD DE PRINCIPE ENTRE LE CONSEIL ET LA CREPUQ

Le 25 septembre dernier, l'assemblée des membres du Conseil adoptait un accord de principe sur la formation d'appoint avec la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Cet accord contribuera à faire avancer la reconnaissance des compétences professionnelles et annonce une nouvelle ère de collaboration entre les ordres et les universités.

L'accord concerne toute formation d'appoint financée par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), développée par un ordre professionnel en collaboration avec une université.

Les programmes de formation d'appoint visent à permettre aux personnes formées à l'extérieur du Canada, ayant reçu d'un ordre professionnel une prescription de formation d'appoint à réussir, d'acquérir l'ensemble des compétences requises pour obtenir la reconnaissance complète de leur formation et le permis d'exercice par cet ordre.

Pour le CIQ, les discussions ont été menées par un comité de travail composé des ordres ayant développé récemment des projets de formation d'appoint financés par le MICC et le MELS, soit les pharmaciens, les psychologues et les sages-femmes. Les principes essentiels de l'accord sont les suivants :

- Un ordre professionnel et une université s'engagent à travailler ensemble en collaboration dans l'élaboration d'un programme de formation d'appoint pour s'assurer de l'atteinte des objectifs.
- Le consentement de l'un et l'autre est nécessaire pour effectuer toute modification à la formation d'appoint.

• L'université admet une personne qui a reçu d'un ordre professionnel une prescription de formation d'appoint à réussir pour obtenir une reconnaissance d'équivalence en vue de la délivrance du permis d'exercice.

• L'ordre s'engage à nommer une ou des personnes recommandées par un ou plusieurs établissements universitaires au sein du comité chargé d'étudier les demandes de reconnaissance d'équivalence.

• L'université s'engage à dispenser le programme tant qu'il y a des effectifs suffisants. De même, le programme pourra être offert dans d'autres villes du Québec s'il est estimé qu'il y a un nombre suffisant de personnes intéressées par le programme dans cette ville.

L'accord couvre également les candidats à l'exercice d'une profession issus de la mise en œuvre de l'Entente France-Québec sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

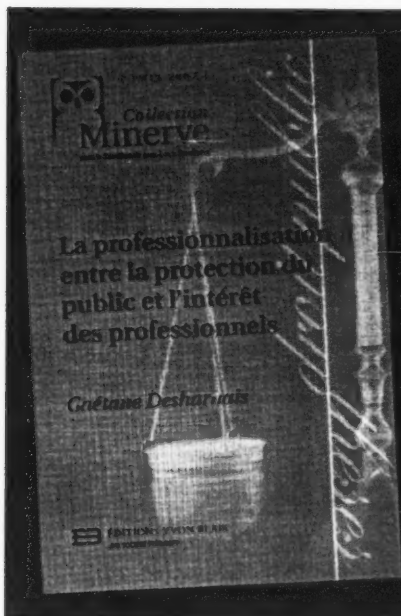
L'accord a reçu le consentement d'autres partenaires concernés : l'Office des professions, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère des Relations internationales. ■

## UNE RÉFLEXION SUR LA PROFESSIONNALISATION

Quel peut être l'intérêt, pour un groupe de personnes, de vouloir se « professionnaliser » ? Comment doit y répondre l'État ? Quelle place occupe dans ce processus la notion de protection du public et quelle valeur attribuer à celle-ci ?

Telles sont quelques-unes des questions abordées par Gaétane Desharnais, avocate, dans son ouvrage *La professionnalisation : entre la protection du public et l'intérêt des professionnels*, paru aux éditions Yvon Blais (2008).

La réflexion de l'auteure, élaborée à partir de perspectives sociologiques, permet de développer différentes explications de ce phénomène social qu'est la professionnalisation. Le propos est illustré d'événements historiques et d'actualité, plus particulièrement de deux études de cas récents sur les techniciens ambulanciers et les enseignants. L'analyse fait ainsi ressortir la complexité du processus de professionnalisation, parfois son ambivalence, mais en rappelant que l'État a toujours, en la matière, le dernier mot. ■





# UN PRO c'est un PRO

En consultant un membre d'un ordre professionnel, vous êtes assurés d'être en présence d'un véritable professionnel. Ses compétences, son intégrité et son perfectionnement sont assurés par une organisation de confiance: un ordre professionnel. Le Québec en compte 45, tous regroupés au sein du **Conseil interprofessionnel du Québec**. Un système qui regroupe 332 000 personnes et dont nous pouvons être fiers.



Conseil  
interprofessionnel  
du Québec

## 45 ORDRES PROFESSIONNELS. POUR MIEUX VOUS SERVIR.

ACUPUNCTEURS / ADMINISTRATEURS AGRÉÉS / AGRICULTEURS / ARCHITECTES / ARPENTEURS-  
GÉOMÈTRES / AUDIOLOGISTES / AUDIOPROTHÉSISTES / AVOCATS / CHIMISTES /  
CHIROPRA TIENS / COMPTABLES AGRÉÉS / COMPTABLES EN MANAGEMENT ACCRÉDITÉS /  
COMPTABLES GÉNÉRAUX ACCRÉDITÉS / CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS /  
CONSEILLERS EN RELATIONS INDUSTRIELLES AGRÉÉS / CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES  
D'ORIENTATION / DENTISSES / DENTUROLOGISTES / DIÉTÉTICIENS / ERGOTHÉRAPEUTES /  
ÉVALUATEURS AGRÉÉS / GÉOLOGUES / HUISSIERS DE JUSTICE / HYGIÉNISTES DENTAIRES /  
INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS / INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS AUXILIAIRES / INGÉNIEURS /  
INGÉNIEURS FORESTIERS / INHALOTHÉRAPEUTES / INTERPRÈTES AGRÉÉS / MÉDECINS  
/ MÉDECINS VÉTÉRINAIRES / NOTAIRES / OPTICIENS D'ORDONNANCES / OPTOMÉTRISÉS /  
ORTHOPHONISTES / PHARMACIENS / PHYSIOTHÉRAPEUTES / PODIATRES / PSYCHOÉDUCATEURS  
ET PSYCHOÉDUCATRICES / PSYCHOLOGUES / SAGES-FEMMES / TECHNICIENNES ET  
TECHNICIENS DENTAIRE S / TECHNOLOGISTES MÉDICAUX / TECHNOLOGUES EN IMAGERIE  
MÉDICALE ET EN RADIO-ONCOLOGIE / TECHNOLOGUES PROFESSIONNELS / TERMINOLOGUES  
AGRÉÉS / THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX / THÉRAPEUTES EN RÉADAPTATION  
PHYSIQUE / TRADUCTEURS AGRÉÉS / TRAVAILLEURS SOCIAUX / URBANISTES

**WWW.PROFESSIONS-QUEBEC.ORG**